



2. Les défis de l'énergie

22.3 – Politiques énergétiques

Daniel R. Rousse, ing., Ph.D.

Département de génie mécanique

Mathieu Patin, M.ing.



- Introduction et objectifs
- Accords internationaux
- Un prix au carbone
- Subventions étatiques
- Législations
- Conclusion

- Introduction et objectifs
- Accords internationaux
- Un prix au carbone
- Subventions étatiques
- Législations
- Conclusion

Introduction et objectifs

- Pour surmonter les défis énergétiques l'intervention des gouvernements semble nécessaire.
 - Pourquoi?

- Cependant il existe de nombreuses manières pour l'état d'intervenir dans un marché.
 - Qu'elles sont-elles?
 - Lesquelles sont actuellement favorisées dans le monde?

Introduction et objectifs

- Objectifs de cette présentation
 - Présenter les décisions politiques prisent au niveau international
 - Présenter les outils à la disposition des pouvoirs publics en matière de politiques énergétiques
 - Voir sommairement comment ces politiques sont appliquées dans le monde

- Introduction et objectifs
- Accords internationaux
- Un prix au carbone
- Subventions étatiques
- Législations
- Conclusion

Question



 Quel protocole international visait à limiter l'utilisation de substances nocives pour la couche d'ozone?



- A. Protocole de Montréal (1987)
- B. Protocole de Kyoto (1997)
- C. Accord de Paris (2015)
- D. Accord de Rio (1992)
- E. Aucune de ces réponses



Accords internationaux

- Protocole de Montréal 1987
 - Vise à limiter l'utilisation de substances nocives pour la couche d'ozone
- Protocole de Kyoto 1997
 - Réductions des émissions de gaz à effet de serres à hauteur de 5% par rapport au niveau de 1990;
 - Signé par 192 états dont la totalité des membres de l'UE, la Chine et la Russie;
 - Les États-Unis n'ont jamais ratifié le traité et le Canada s'en est retiré en 2011.
- Accord de Paris 2015
 - Limitation de l'augmentation de la température du globe à 2°C;
 - Signé par 196 états;
 - Les Etats-Unis ont annoncés qu'ils ce retireraient une fois la limite légale passée (Novembre 2020)

- Introduction et objectifs
- Accords internationaux
- Un prix au carbone
- Subventions étatiques
- Législations
- Conclusion

Un prix au carbone

Taxe Carbone

- Vise à modifier les comportements des consommateurs en incluant dans le prix d'un produit un coût proportionnel au CO₂ émit;
- Peut être appliqué soit sur les produits finaux en fonction de la quantité de CO₂ nécessaire à leurs productions, soit directement sur les entreprises par rapport à leurs consommations d'énergies fossiles;
- Dans le monde, 21 pays ainsi que deux provinces canadiennes (Alberta et Colombie Britannique) ont adopté le principe de la taxe carbone;
- Le Canada (fédéral) tente d'imposer cette taxe à toutes les provinces et territoires qui ne l'ont pas déjà mise en place;
- L'Alberta a fait marche arrière en 2019.

Un prix au carbone

Bourse du Carbone ou Marché du Carbone

- Une bourse du carbone est un marché où s'échange des droits de polluer;
- Chaque entreprise se voit attribuer une certaine quantité de droits chaque année;
- Si l'entreprise émet plus de CO₂ qu'autorisée elle devra acheter des droits supplémentaires sur le marché, au contraire si elle émet moins elle pourra revendre ses droits;
- De nombreux marchés du carbone sont déjà ouvert à travers le monde.
- Depuis 2017, un marché commun existe entre le Québec, l'Ontario et la Californie.
 L'Ontario a fait marche arrière en 2019.

Un prix au carbone

- Taxe Carbone & Bourse/Marché du Carbone
 - Ces deux politiques ont pour effet d'intégrer dans le coût des produits les effet négatifs qu'ils génèrent.
 - Le but consiste à orienter les choix des entreprises vers des alternatives plus écologiques sans les forcer dans une voie en particulier.

- Introduction et objectifs
- Accords internationaux
- Un prix au carbone
- Subventions étatiques
- Législations
- Conclusion

Subventions étatiques

Tarifs subventionnés

- Pour avantager certains mode de production d'énergie, un état peut décider de racheter l'énergie produite à un prix supérieur au prix du marché;
- Permet aux entreprises des secteurs favorisés d'assurer plus facilement une rentabilité;
- Permet également à des particuliers d'investir plus facilement dans des appareils de production électriques;
- Cette politique est généralement utilisée pour stimuler l'implantation et le développement des filières renouvelables (Car le renouvelable n'est presque jamais rentable face aux énergies fossiles!).

Subventions étatiques

Plan de subvention

- Un plan de subvention consiste simplement en une aide financière de l'état à un secteur donné;
- Comme pour les tarifs, cela permet d'assister les investissement des entreprises ou des particuliers;
- Au Québec, on trouve par exemple des subventions pour la rénovation des habitations, le remplacement des chaudières à combustible ou encore pour l'amélioration des performances énergétiques des entreprises, etc ...

Subventions étatiques

- A l'opposé des taxes et des bourses pouvant être mises en place, les politiques de l'état décident directement :
 - Des cibles à atteindre;
 - Des solutions à favoriser;
 - Des technologies à implanter;
 - Des sources de production à privilégier;
 - Des flux monétaires engendrés.

- Introduction et objectifs
- Accords internationaux
- Un prix au carbone
- Subventions étatiques
- Législations
- Conclusion

Question



 Dans les objectifs que s'est fixé le Québec (en 2013) pour 2030, de combien devrait être réduite la consommation de produit pétrolier?

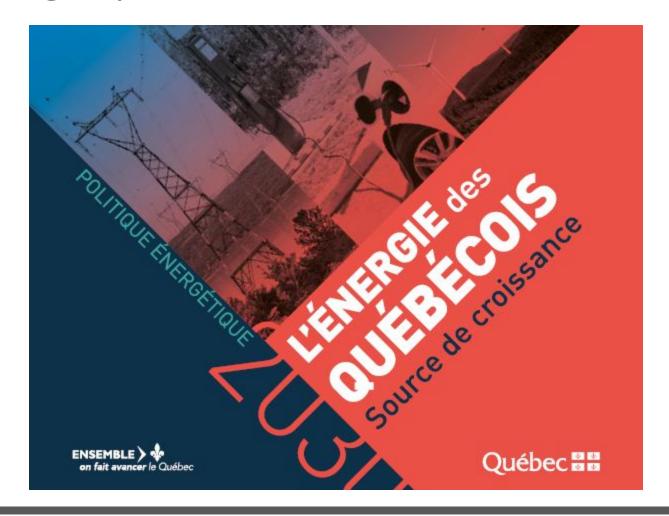


- A. 10 %
- B. 20 %
- C. 30 %
- D. 40 %
- E. 50 %



- Consiste à modifier la loi pour interdire certaines technologies polluantes ou à rendre obligatoire l'utilisation de technologies économes;
- Permet à un état d'influencer rapidement et directement sur sa consommation et ses émissions;
- On trouve de nombreux exemples dans le code de construction québécois (isolation minimal, VRC...).

• Politique énergétique du Québec



• Politique énergétique du Québec

Le gouvernement rend publique sa politique de transition énergétique à l'horizon 2030, une politique qui place le consommateur au centre des actions à venir. Celle-ci a pour objectifs :

- de privilégier une économie faible en carbone;
- de mettre en valeur de façon optimale nos ressources énergétiques;
- de favoriser une consommation responsable;
- de tirer pleinement parti du potentiel de l'efficacité énergétique;
- de stimuler la chaîne de l'innovation technologique et sociale.

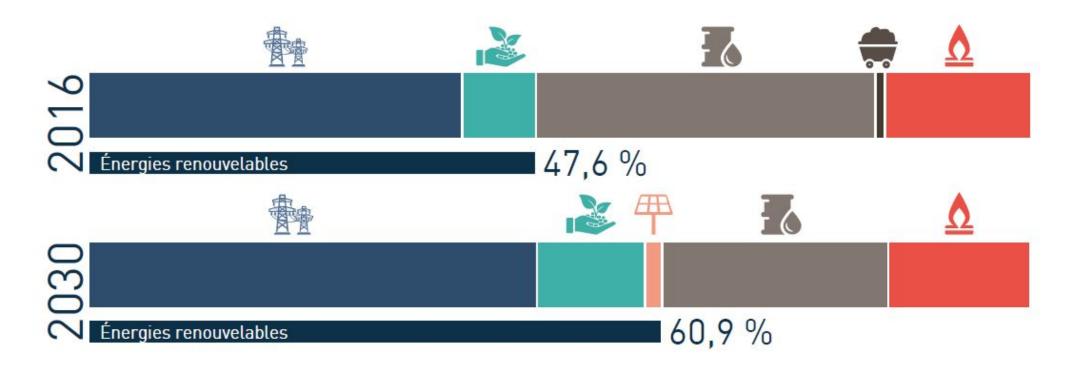
- Politique énergétique du Québec
 - D'ici à 2030, le gouvernement se donne des cibles ambitieuses et exigeantes
 - 1. AMÉLIORER de 15 % l'efficacité avec laquelle l'énergie est utilisée
 - 2. **RÉDUIRE de 40** % la quantité de produits pétroliers consommés
 - 3. **ÉLIMINER** l'utilisation du charbon thermique
 - 4. AUGMENTER de 25 % la production totale d'énergies renouvelables
 - 5. AUGMENTER de 50 % la production de bioénergie

Les cibles ont été calculées à partir des dernières données disponibles, soit celles de l'année 2013.

- Politique énergétique du Québec
 - D'ici à 2030, le gouvernement se donne des cibles ambitieuses et exigeantes

– Qu'est-ce qui cloche dans ces 5 cibles?

- Politique énergétique du Québec
 - D'ici à 2030, le gouvernement se donne des cibles ambitieuses et exigeantes



- Introduction et objectifs
- Accords internationaux
- Un prix au carbone
- subventions étatiques
- Législations
- Conclusion

Conclusions

 Les pouvoirs publics disposent de nombreux outils pour agir sur la situation énergétique de leurs pays (coercitives, punitives, incitatives, restrictives);

 Cependant, leurs efficacités dépendront toujours de la volonté de l' état à les appliquer et des entreprises à les respecter.



Lorsque cette capsule de formation est présentée en asynchrone (PDF récupérable sur le site du cours), si vous avez des questions à formuler, veuillez les poser par écrit et spécifier le nom et le numéro de la présentation. Nous vous répondrons le plus rapidement possible.

Période de questions

